

# COUR SUPÉRIEURE

(Chambre des actions collectives)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE LAVAL

N° : 540-06-000017-212

DATE : Le 31 janvier 2024

---

**SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE L'HONORABLE LUKASZ GRANOSIK, j.c.s.**

---

**NAWAL BENROUAYENE**

Représentante

et

**« Tous les citoyens canadiens, les résidents permanents du Canada, et les étudiants marocains étrangers vivants au Canada à qui la décision de *Transport Canada* de suspendre tous les vols directs en provenance du Maroc entre le 29 août 2021 et le 29 octobre 2021, a causé un préjudice, moral, matériel et financier » (LE GROUPE)**

Désignés collectivement comme Demandeurs

c.

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**

Défendeur

---

## JUGEMENT

(diffusion des avis aux membres)

---

[1] **ATTENDU** que le ou vers le 11 septembre 2021, la demanderesse a déposé une demande d'autorisation pour exercer une action collective et pour se voir attribuer le statut de représentante, ci-nommée la *Demande d'autorisation*, le tout tel qu'il appert du dossier de la cour.

[2] **ATTENDU** que le 20 janvier 2023, l'Honorable juge Lukasz Granosik, j.c.s. a autorisé la *Demande d'autorisation*.

[3] **ATTENDU** qu'en date du 19 décembre 2023, les parties se sont entendues sur des avis aux membres et sur un plan de diffusion des avis aux membres, ci-après décrit:

- Publication de l'avis intégral et de l'avis abrégé, en français et en anglais, sur le site du Registre des actions collectives;
- Publication de l'avis intégral et de l'avis abrégé, en français et en anglais, sur le site internet des avocats de la demanderesse pour une durée de deux mois, sans frais pour le défendeur;
- Publication de l'avis abrégé en français une fois dans l'édition du samedi du *Journal de Montréal* et du *Journal de Québec* (un quart de page), aux frais du défendeur;
- Publication de l'avis abrégé en anglais une fois dans l'édition du samedi du *Montreal Gazette* et du *Globe & Mail* (un quart de page), aux frais du défendeur;
- Transmission par courriel par la demanderesse de l'avis intégral et de l'avis abrégé, en français et en anglais, aux personnes inscrites à la liste des membres du groupe (Pièce P-6 (2)).

[4] **VUE** l'entente des parties précitée.

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

[5] **APPROUVE** les projets d'avis aux membres en annexe au présent jugement;

[6] **APPROUVE** le plan de diffusion des avis aux membres précité;

[7] **ORDONNE** la publication et la diffusion de l'Avis aux membres (version abrégée) conformément au plan de diffusion;

[8] **ORDONNE** aux avocats de la demanderesse de publier les avis aux membres sur leur site Internet;

[9] **LE TOUT**, frais à suivre, sauf pour les frais de publication dans les journaux, lesquels sont à la charge du défendeur.

  
\_\_\_\_\_  
LUKASZ GRANOSIK, j.c.s.

Me Mike Diomande  
Me Jack-Éric Salvant  
Avocats des demandeurs

Me Vincent Veilleux  
Me Nadine Dupuis  
Me Andréanne Breton  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE CANADA – BUREAU RÉGIONAL DU QUÉBEC  
Avocats du défendeur

Date d'audience : Sur dossier

Cour supérieure : 540-06-000017-212

**FORMULAIRE D'EXCLUSION**

**NAWAL BENROUAYENE CONTRE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**

CE FORMULAIRE VOUS EXCLUT DE L'ACTION COLLECTIVE ET VOUS EMPÊCHERAIT, LE CAS ÉCHÉANT, D'OBTENIR COMPENSATION POUR DES ATTEINTES À VOS DROITS EN VERTU DU JUGEMENT À INTERVENIR DANS L'ACTION COLLECTIVE DE NAWAL BENROUAYENE C. PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA.

N'UTILISEZ PAS CE FORMULAIRE SI VOUS VOULEZ OBTENIR COMPENSATION POUR DES ATTEINTES À VOS DROITS EN VERTU DU JUGEMENT À INTERVENIR.

\* ENGLISH VERSION AVAILABLE UPON REQUEST AT [mikediomande.avocat@bellnet.ca](mailto:mikediomande.avocat@bellnet.ca)

**IDENTIFICATION DU MEMBRE DU GROUPE**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse de résidence (No civique, Rue, app.):

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Ville (municipalité), Province, Code postal :

\_\_\_\_\_

Adresse de courriel : \_\_\_\_\_

Téléphone (résidence) : \_\_\_\_\_

Téléphone (travail ou cellulaire) : \_\_\_\_\_

**DECLARATION**

Je, soussigné, \_\_\_\_\_, déclare ce qui suit :  
(nom en lettres moulées)

1. Je suis membre du Groupe décrit à l'action collective ;

- 
1. I am a member of the Group described in the class action;
  2. I wish to be excluded from the class action and I understand that by doing so, I will not be bound by a final judgment in this proceeding.

AND I SIGNED THIS \_\_\_\_\_ 2024.  
[date]

\_\_\_\_\_  
[signature]

**BY APRIL 19, 2024, AT 16H30, THIS FORM MUST:**

- a) be filed or transmitted to the Clerk of the Superior Court of Laval, the postmarked date of cancellation, at the following address:

**Clerk of the Superior Court**  
**Class Action File 540-06-000017-212**  
Laval Court house  
2800 Boulevard Saint-Martin Ouest  
Laval ( Québec )  
H7T 2S9

- b) with a copy by email at the following address:  
[mikediomande@litigeciviletfamilial.ca](mailto:mikediomande@litigeciviletfamilial.ca) or by mail at:

**Me Mike Diomande, Avocat**  
**Class action 540-06-000017-212**  
4, Notre-Dame Street East, Suite 1001  
Montréal (Québec)  
H2Y 1B8

**EXCLUSION FORM**

**NAWAL BENROUAYENE AGAINST ATTORNEY GENERAL OF CANADA**

THIS FORM EXCLUDES YOU FROM THE CLASS ACTION AND PREVENTS YOU, IF ANY, FROM OBTAINING COMPENSATION FOR BREACHES OF YOUR RIGHTS UNDER THE JUDGMENT TO BE INTERVENED IN THE CLASS ACTION OF NAWAL BENROUAYENE C. ATTORNEY GENERAL OF CANADA.

DO NOT USE THIS FORM IF YOU WANT TO OBTAIN COMPENSATION FOR BREACHES OF YOUR RIGHTS UNDER THE JUDGMENT TO INTERVENE IN THIS CASE.

\* VERSION FRANÇAISE DISPONIBLE SUR DEMANDE À :  
[mikediomande.avocat@bellnet.ca](mailto:mikediomande.avocat@bellnet.ca)

**IDENTIFICATION OF THE GROUP MEMBER**

First and last name: \_\_\_\_\_

Residence address:  
\_\_\_\_\_

No civic Street app:  
\_\_\_\_\_

City (Municipality), Province, Postal Code:  
\_\_\_\_\_

Email Address: \_\_\_\_\_

Telephone (Residence): \_\_\_\_\_

Telephone (Work or cell): \_\_\_\_\_

**DECLARATION**

I, \_\_\_\_\_, declare the following:  
[print name]

- 
1. I am a member of the Group described in the class action;
  2. I wish to be excluded from the class action and I understand that by doing so, I will not be bound by a final judgment in this proceeding.

AND I SIGNED THIS \_\_\_\_\_ 2024.  
[date]

\_\_\_\_\_  
[signature]

**BY APRIL 19, 2024, AT 16H30, THIS FORM MUST:**

- a) be filed or transmitted to the Clerk of the Superior Court of Laval, the postmarked date of cancellation, at the following address:

**Clerk of the Superior Court**  
**Class Action File 540-06-000017-212**  
Laval Court house  
2800 Boulevard Saint-Martin Ouest  
Laval ( Québec )  
H7T 2S9

- b) with a copy by email at the following address:  
[mikediomande@litigeciviletfamilial.ca](mailto:mikediomande@litigeciviletfamilial.ca) or by mail at:

**Me Mike Diomande, Avocat**  
**Class action 540-06-000017-212**  
4, Notre-Dame Street East, Suite 1001  
Montréal (Québec)  
H2Y 1B8

**AVIS AUX MEMBRES**  
**DÉPÔT DE L'ACTION COLLECTIVE AUTORISÉE PAR LE TRIBUNAL**

**NAWAL BENROUAYENE CONTRE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**  
**540-06-000017-212**

**PRENEZ AVIS** que l'exercice d'une action collective a été autorisé le 24 janvier 2023, par l'Honorable Lukasz Granosik de la Cour supérieure du Québec contre le Procureur général du Canada, pour le compte des personnes faisant partie du groupe suivant :

**« Tous les citoyens canadiens, les résidents permanents du Canada, et les étudiants marocains étrangers vivants au Canada à qui la décision de Transport Canada de suspendre tous les vols directs en provenance du Maroc entre le 29 août 2021 et le 29 octobre 2021, a causé un préjudice moral, matériel et financier. »**

Le statut de représentant pour l'exercice de cette action collective a été attribué à la demanderesse Nawal Benrouayene;

Les principales questions qui seront traitées collectivement sont les suivantes :

- a. La décision du défendeur de suspendre tous les vols directs en provenance du Maroc sans un préavis raisonnable et sans autres alternatives proposées aux membres du groupe, est-elle conforme à l'article 1457 du Code civil du Québec et à l'article 3 de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* ?
- b. La décision du défendeur de suspendre tous les vols directs en provenance du Maroc sans un préavis raisonnable et sans autres alternatives proposées aux membres du groupe, citoyens canadiens, porte-t-elle atteinte à l'article 6 (1) de la Charte canadienne des droits et libertés ? Si oui, peut-elle être justifiée en vertu de l'article premier de la Charte ?
- c. La décision du défendeur de suspendre tous les vols directs en provenance du Maroc sans un préavis raisonnable et sans autres alternatives proposées aux membres du groupe d'origine marocaine, porte-t-elle atteinte à l'article 15 (1) de la Charte canadienne des droits et libertés ? Si oui, peut-elle être justifiée en vertu de l'article premier de la Charte ?
- d. La décision du défendeur de suspendre tous les vols directs en provenance du Maroc sans un préavis raisonnable et sans autres alternatives proposées aux membres du groupe permet-elle d'accorder des dommages en vertu de l'article 24 de la Charte ?



- e. Le défendeur, en n'offrant pas aux membres du groupe un délai raisonnable avant de suspendre tous les vols directs en provenance du Maroc, a-t-il agi avec prudence et diligence ou a-t-il commis une faute, suivant l'article 1457 du Code civil du Québec et l'article 3 de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* ?
- f. Le défendeur, en n'offrant pas aux membres du groupe la possibilité de revenir au Canada pendant la suspension de tous les vols directs en provenance du Maroc, a-t-il agi avec prudence et diligence ou a-t-il commis une faute, suivant l'article 1457 du Code civil du Québec et l'article 3 de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* ?
- g. Le défendeur, en n'offrant aucune aide aux membres du groupe se trouvant au Maroc et qui ont subi les contrecoups de sa décision de suspendre tous les vols directs en provenance du Maroc, a-t-il agi avec prudence et diligence ou a-t-il commis une faute, suivant l'article 1457 du Code civil du Québec et l'article 3 de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* ?
- h. Quel est le quantum des dommages pécuniaires pouvant être établi au stade collectif et celui devant être établi au stade des réclamations individuelles, le cas échéant ?
- i. Quel est le quantum des dommages non pécuniaires pouvant être établi au stade collectif et celui devant être établi au stade des réclamations individuelles, le cas échéant ?
- j. Quel est le quantum des dommages punitifs que le défendeur doit être condamné à verser ?

Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes :

- **CONDAMNER** le défendeur à payer à la demanderesse et à chacun des membres du groupe, le remboursement des frais déboursés et encourus par eux, en raison de la suspension unilatérale de tous les vols directs en provenance du Maroc par le défendeur, le tout avec intérêts au taux légal plus l'indemnité additionnelle depuis l'assignation ;
- **CONDAMNER** le défendeur à payer à la demanderesse et à chacun des membres du groupe, à titre de dommages moral, psychologique et le stress la somme de 5 000,00 \$, le tout avec intérêts au taux légal plus l'indemnité additionnelle depuis l'assignation ;

- **CONDAMNER** le défendeur à payer à la demanderesse et à chacun des membres du groupe, à titre de dommages punitifs, la somme de 5 000,00 \$, le tout avec intérêts au taux légal plus l'indemnité additionnelle depuis l'assignation ;
- **ORDONNER** le recouvrement collectif des réclamations des membres pour tous les dommages ;
- **RÉSERVER** à la demanderesse et aux membres du groupe leurs droits pour les dommages futurs ;
- **RÉSERVER** à la demanderesse tous ses droits de réclamer des honoraires spéciaux ;
- **ORDONNER** le recouvrement collectif des réclamations, selon les modalités que la preuve permettra d'établir ou, si cela s'avère impossible, ordonner le recouvrement individuel des réclamations ;

**Si vous souhaitez être inclus dans cette action collective, vous n'avez rien à faire.**

Si vous n'êtes pas un représentant du groupe ou un intervenant à l'action collective, vous n'avez pas à payer les frais de justice de l'action collective.

**Si vous ne souhaitez pas être lié par cette action collective**, vous pouvez vous exclure en envoyant au greffier de la Cour supérieure le formulaire d'exclusion ci-joint.

Votre formulaire doit être acheminé **avant le 19 avril 2024 à 16h30**, à l'adresse suivante :

**Greffier de la Cour supérieure  
Palais de justice de Laval  
Dossier : 540-06-000017-212  
2800 Boulevard Saint-Martin Ouest  
Laval (Québec) H7T 2S9**

Si vous vous excluez, vous ne pourrez obtenir de paiement si l'action collective est accueillie ou si un règlement intervient.

Tout membre faisant partie du groupe, qui ne s'en sera pas exclu, sera lié par tout jugement et toute transaction/règlement à intervenir sur l'action collective.

Tout membre du groupe qui a déjà introduit une demande personnelle en justice ayant le même objet que l'action collective est réputé s'exclure du groupe s'il ne se désiste pas de sa demande personnelle avant l'expiration du délai d'exclusion.

**Un membre peut demander d'intervenir** à l'action collective, et cette demande pourra être autorisée par la Cour si celle-ci est considérée utile au groupe.

**Un nouvel avis sera publié au moment du jugement final sur l'action collective.**

Un avis aux membres quant à cette action, incluant les formalités relatives à la procédure d'exclusion d'un membre est disponible au greffe de la Cour supérieure, district de Laval ou encore, vous pouvez communiquer avec le procureur du groupe et de la représentante et de la personne désignée en lui laissant votre adresse courriel ou autre adresse.

L'ADRESSE DU PROCUREUR DE LA REPRÉSENTANTE, DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE ET DES MEMBRES EST :

**Me Mike Diomande, avocat**  
Papa-Mike Diomande, avocat  
4, rue Notre-Dame Est, bureau 1001  
Montréal (Québec) H2Y 1B8  
Téléphone : (514) 868-0553  
Télécopieur : (514) 868-0554  
Courriel : [mikediomande.avocat@bellnet.ca](mailto:mikediomande.avocat@bellnet.ca)

Les membres peuvent consulter le registre central des actions collectives à l'adresse suivante : [www.registredesactionscollectives.quebec](http://www.registredesactionscollectives.quebec).

**LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL**

**NOTICE TO CLASS MEMBERS FOLLOWING A JUDGMENT  
GRANTING AUTHORIZATION TO INSTITUTE A CLASS ACTION**

**NAWAL BENROUAYENE AGAINST ATTORNEY GENERAL OF CANADA**

**540-06-000017-212**

**TAKE NOTICE** that the bringing of a class action was authorized on January 24, 2023, by judgment of the Honorable Justice Lukasz Granosik, of the Superior Court of Quebec against the defendant, Attorney General of Canada, on behalf of the persons forming part of the group described below, namely:

**“All Canadian citizens, permanent residents of Canada, and foreign Moroccan students living in Canada to whom Transport Canada's decision to suspend all direct flights from Morocco between August 29, 2021, and October 29, 2021, has caused a moral, material and financial damage.”**

The status of the representative for the exercise of this class action has been attributed to Nawal Benrouayene.

The principal issues to be dealt with collectively are as follows:

- a. Is the Attorney General of Canada's decision to suspend all direct flights from Morocco without reasonable notice and without other alternatives offered to group members, in accordance with article 1457 of the Civil Code of Quebec and article 3 of the *Crown Liability and Proceedings Act*?
- b. Does the Attorney General of Canada's decision to suspend all direct flights from Morocco without reasonable notice and without other alternatives offered to class members, Canadian citizens, infringe section 6 (1) of the Canadian Charter of Rights and Freedoms? If so, can it be justified under section 1 of the Charter?
- c. Does the Attorney General of Canada's decision to suspend all direct flights from Morocco without reasonable notice and without other alternatives offered to members of the group of Moroccan origin, infringe section 15 (1) of the Canadian Charter Rights and Freedoms? If so, can it be justified under section 1 of the Charter?
- d. Does the Attorney General of Canada's decision to suspend all direct flights from Morocco without reasonable notice and without other alternatives offered to class members allow damages to be awarded under section 24 of the Charter?
- e. Did the Attorney General of Canada, by not offering the members of the group a reasonable delay before suspending all direct flights from Morocco, act with

prudence and diligence or did he commit a fault, according to the article 1457 of the Civil Code of Quebec and article 3 of the *Crown Liability and Proceedings Act*?

- f. Did the Attorney General of Canada, by not offering the members of the group the possibility of returning to Canada during the suspension of all direct flights from Morocco, act with prudence and diligence or did he commit a fault, according to article 1457 of the Civil Code of Québec and article 3 of the *Crown Liability and Proceedings Act*?
- g. Did the Attorney General of Canada, by failing to offer any assistance to members of the group who were in Morocco and who suffered the repercussions of its decision to suspend all direct flights from Morocco, act with prudence and diligence or did he commit a fault, according to article 1457 of the Civil Code of Quebec and article 3 of the *Crown Liability and Proceedings Act*?
- h. What is the quantum of pecuniary damages that can be established at the collective stage and that must be established at the individual claims stage, if applicable?
- i. What is the quantum of non-pecuniary damages that can be established at the collective stage and that must be established at the individual claims stage, if applicable?
- j. What is the quantum of punitive damages that the Attorney General of Canada should be ordered to pay?

The conclusions sought in relation to those issues are as follows:

- **CONDEMN** the defendant to pay to the Plaintiff and each member of the group, the reimbursement of the expenses disbursed and incurred by them, due to the unilateral suspension of all direct flights from Morocco by the defendant, with interest at the legal rate and the additional indemnity from the date of the summons;
- **CONDEMN** the defendant to pay to the plaintiff and each member of the group as moral, psychological and stress damages, the sum of \$5,000.00, with interest at the legal rate and the additional indemnity from the date of the summons;
- **CONDEMN** the defendant to pay to the plaintiff and each member of the group, as punitive damages, the sum of \$5,000.00, with interest at the legal rate and the additional indemnity from the date of the summons;
- **ORDER** the collective recovery of the member's claims for all damages;

- **RESERVE** the plaintiff and the members of the group their rights for future damages;
- **RESERVE** to the plaintiff all her rights to claim special fees;
- **ORDER** the collective recovery of claims, according to the terms that the evidence will establish or, if this proves impossible, order the individual recovery of claims;

**If you wish to be included in this class action**, you have nothing to do.

If you are not a class representative or an intervenor to the class action, you do not have to pay legal costs for the class action.

**If you do not wish to be bound by this class action**, you may exclude yourself by sending the clerk of the Superior Court a registered or certified mail with your exclusion form.

Your letter must be sent before **April 19, 2024 at 16:30** to the following address:

**Clerk of the Superior Court  
Laval Courthouse  
File: 540-06-000017-212  
2800 Boulevard Saint-Martin Ouest  
Laval (Québec) H7T 2S9**

If you exclude yourself, you will not be able to obtain payment if the class action is granted or if a settlement occurs.

Any member of the group, who will not be excluded, will be bound by any judgment and any transaction / settlement to intervene on the class action.

Any member of the group who has already made a personal claim for the same purpose as the class action shall be deemed to exclude himself from the group if he does not withdraw from his claim before expiry of the exclusion period.

**A member may request to intervene** in the class action, and this request may be authorized by the Court if it is considered useful to the group.

**A new notice will be published at the time of the final judgment on the class action.**

A notice to members regarding this action, including the formalities relating to the procedure of exclusion of a member is available at the office of the Superior Court, District of Laval or still, you can communicate with the attorney of the group and the

---

representative and the designated person by leaving your email address or other address.

THE ATTORNEY FOR THE REPRESENTATIVE AND CLASS MEMBERS IS:

**Me Mike Diomande, lawyer**

Papa-Mike Diomande, lawyer

4 Notre-Dame Street East, Office 1001

Montreal, Quebec H2Y 1B8

Phone : (514) 868-0553

Fax: (514) 868-0554

Email: [mikediomande.avocat@bellnet.ca](mailto:mikediomande.avocat@bellnet.ca)

Members may consult the Central Register of Class Actions at the following address:  
[www.registredesactionscollectives.quebec](http://www.registredesactionscollectives.quebec).

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN ORDERED BY THE TRIBUNAL.**

**AVIS AUX MEMBRES À LA SUITE D'UN JUGEMENT AUTORISANT L'EXERCICE  
D'UNE ACTION COLLECTIVE**

**PRENEZ AVIS** que le 24 janvier 2023, la Cour supérieure du Québec a autorisé Nawal Benrouayene à déposer une action collective contre le Procureur Général du Canada, pour le compte des personnes faisant partie du groupe suivant :

**« Tous les citoyens canadiens, les résidents permanents du Canada, et les étudiants marocains étrangers vivants au Canada à qui la décision de Transport Canada de suspendre tous les vols directs en provenance du Maroc entre le 29 août 2021 et le 29 octobre 2021, a causé un préjudice moral, matériel et financier. »**

Ainsi, des compensations financières sont réclamées à l'égard des membres du groupe.

Un membre peut s'exclure du groupe en envoyant le formulaire d'exclusion au greffier de la Cour supérieure du district de Laval, par courrier recommandé ou certifié au 2800 Boulevard Saint-Martin Ouest, Laval (Québec) H7T 2S9 au plus tard le **19 avril 2024**.

Prenez note que si vous décidez de demeurer membre du groupe, vous n'avez rien à faire pour le moment et il n'y a aucune réclamation à formuler ni aucune somme à distribuer pour le moment.

Les membres ne peuvent être appelés à payer les frais de justice de l'action collective si elle était rejetée.

**Un nouvel avis sera publié au moment du jugement final sur l'action collective.**

L'avis complet aux membres, incluant les formalités relatives à la procédure d'exclusion d'un membre est disponible au greffe de la Cour supérieure, district de Laval et sur les sites Web [www.tribunaux.qc.ca](http://www.tribunaux.qc.ca) et [www.litigeciviletfamilial.ca](http://www.litigeciviletfamilial.ca).

Les membres du groupe sont représentés par :

**Me Mike Diomande, avocat**

Papa-Mike Diomande avocat

Téléphone : (514) 868-0553

Télécopieur : (514) 868-0554

Courriel : [mikediomande.avocat@bellnet.ca](mailto:mikediomande.avocat@bellnet.ca)

**LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL.**



**NOTICE TO CLASS MEMBERS FOLLOWING A JUDGMENT  
GRANTING AUTHORIZATION TO INSTITUTE A CLASS ACTION**

**TAKE NOTICE** that on January 24, 2023, the Superior Court of Quebec authorized Nawal Benrouayene to bring a class action on behalf of the persons forming part of the group described below, namely:

**” All Canadian citizens, permanent residents of Canada, and foreign Moroccan students living in Canada to whom Transport Canada's decision to suspend all direct flights from Morocco between August 29, 2021, and October 29, 2021, has caused a moral, material and financial damage.”**

Thus, financial compensation is claimed for the members of the class group.

**If you do not wish to be bound by this class action**, you may exclude yourself by sending the exclusion form to the Clerk of the Superior Court of the District of Laval by registered or certified mail at 2800 Boulevard Saint-Martin Ouest, Laval, Quebec, H7T 2S9 no later than **April 19, 2024**.

Please note that **if you wish to be included in this class action**, you have nothing to do at the moment and there are no claims to be made or any amounts to be distributed at this time.

A member is not called upon to pay the costs of the class action if dismissed by the Court.

**A new notice will be published at the time of the final judgment on the class action.**

The full text of the present Notice, including the formalities related to the procedure of exclusion of a member is available at the office of the Superior Court, District of Laval and on the websites [www.tribunaux.qc.ca](http://www.tribunaux.qc.ca) and [www.litigeciviletfamilial.ca](http://www.litigeciviletfamilial.ca).

THE ATTORNEY FOR THE REPRESENTATIVE AND CLASS MEMBERS IS:

**Me Mike Diomande, lawyer**  
Papa-Mike Diomande, lawyer  
Phone : (514) 868-0553  
Fax : (514) 868-0554  
Email : [mikediomande.avocat@bellnet.ca](mailto:mikediomande.avocat@bellnet.ca)

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN ORDERED BY THE TRIBUNAL.**

---

**CANADA**

**PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE LAVAL**

**No: 540-06-000017-212**

**COUR SUPERIEURE**  
**(Chambre des Actions collectives)**

**NAWAL BENROUAYENE,**

**« LA REPRÉSENTANTE »**

**Et**

**« Tous les citoyens canadiens, les résidents permanents du Canada, et les étudiants marocains étrangers vivants au Canada à qui la décision de *Transport Canada* de suspendre tous les vols directs en provenance du Maroc entre le 29 août 2021 et le 29 octobre 2021, a causé un préjudice, moral, matériel et financier »**

**« LE GROUPE » ;**

**« DÉSIGNÉS COLLECTIVEMENT LES  
DEMANDEURS »**

**-C-**

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU  
CANADA**

**DÉFENDEUR**

---

**PLAN DE PUBLICATION**

**A L'HONORABLE JUGE LUKASZ GRANOSIK, SIÉGEANT À TITRE DE  
JUGE DE LA GESTION DE CETTE INSTANCE, LES PARTIES  
PROPOSENT LE PLAN DE PUBLICATION SUIVANT POUR L'AVIS AUX**

---

**MEMBRES LES INFORMANT DE L'AUTORISATION DE LA DEMANDE  
D'EXERCER UNE ACTION COLLECTIVE :**

1. Publication de l'avis intégral et de l'avis abrégé, en français et en anglais, sur le site du Registre des actions collectives;
2. Publication de l'avis intégral et de l'avis abrégé, en français et en anglais, sur le site internet des avocats de la demanderesse pour une durée de deux mois, sans frais pour le défendeur;
3. Publication de l'avis abrégé en français une fois dans l'édition du samedi du *Journal de Montréal* et du *Journal de Québec* (un quart de page), aux frais du défendeur;
4. Publication de l'avis abrégé en anglais une fois dans l'édition du samedi du *Montreal Gazette* et du *Globe & Mail* (un quart de page), aux frais du défendeur;
5. Transmission par courriel par la demanderesse de l'avis intégral et de l'avis abrégé, en français et en anglais, aux personnes inscrites à la liste des membres du groupe (Pièce P-6 (2)).

---

**N : 540-06-000017-212**

**COUR SUPERIEURE  
CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES  
DISTRICT DE LAVAL**

---

**NAWAL BENROUAYENE**

DEMANDERESSE

-C-

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**

DÉFENDEUR

---

**PLAN DE PUBLICATION**

**ME MIKE DIOMANDE, AVOCAT (AU-7322)**  
4 Notre-Dame Est, bur. 1001,  
Montréal, Québec, H2Y 1B8  
Téléphone : (514) 868-0553  
Télécopieur : (514) 868-0554  
[mikediomande.avocat@bellnet.ca](mailto:mikediomande.avocat@bellnet.ca)